

Premièrement, il faut abaisser les taux d'intérêt. Il ne sert à rien de s'imaginer que le Canada pourra contrôler ses taux d'intérêt du jour au lendemain, à moins de vouloir passer d'une économie ouverte et mixte à une économie fermée et fixe, ce qui entraînerait une baisse considérable de notre niveau de vie.

Étant donné cette réalité, nous sommes d'avis que la façon prudente de faire face à ce dilemme actuel des taux d'intérêt — à court terme — est de maintenir ceux-ci au niveau le plus bas possible sans causer un recul du dollar, et de compenser la cherté du crédit dans les secteurs clés de l'économie en réduisant d'autres coûts de production.

À moyen terme, nous croyons que le Canada peut abaisser ses taux d'intérêt s'il applique des politiques commerciales, financières et fiscales visant toutes à exercer une pression à la hausse sur le dollar.

Il est essentiel que notre commerce des marchandises soit plus dynamique et plus diversifié. Mais il est tout aussi essentiel que nous encourageons les investissements directs de façon à réduire notre dépendance à l'égard de la dette extérieure. C'est pour cette raison que nous avons opté pour deux grands changements qui enclencheront le processus visant à refaire du Canada un lieu d'investissement privilégié : premièrement, nous entendons mettre fin à la rétroactivité et à la discrimination excessive du Programme énergétique national; deuxièmement, nous changerons le mandat et le nom de l'Agence d'examen de l'investissement étranger.

Le nouvel organisme ainsi créé — Investissement Canada — étudiera, lui aussi, les grands projets d'investissement d'importance économique nationale. Mais il assumera un rôle plus positif que l'Agence — celui de faciliter les investissements générateurs d'emploi, et de collaborer avec un Service des délégués commerciaux revitalisé et élargi de façon à recueillir de nouvelles idées, à trouver de nouvelles technologies et à exploiter de nouvelles possibilités d'exportation et d'investissement pour le Canada.

Ces initiatives reflètent notre conviction que la véritable solution au dilemme de la faiblesse du dollar s'ajoutant à de forts taux d'intérêt consiste pour le Canada, à la fois, à devenir une nation commerçante de première force sur les marchés mondiaux et à redevenir un lieu d'investissement privilégié.

Ensuite, il faudra restructurer le capital de l'industrie canadienne. C'est dans ce contexte que l'ampleur du déficit fédéral devient une question fort préoccupante. Nous ne pouvons tout simplement pas financer des déficits publics massifs et en même temps restructurer le capital de notre secteur privé.

Il est évident que nous ne pourrions réduire sensiblement les déficits tant que les taux d'intérêt n'auront pas été réduits et que le pays n'aura pas été remis au travail. Des coupures draconiennes maintenant seraient synonymes de récession. Mais nous croyons que certaines mesures pourraient et devraient être prises, peu importe l'ampleur du déficit.

Premièrement, nous devons abaisser les frais généraux de l'administration fédérale causés par le double emploi, le gaspillage et la mauvaise gestion. Pour amorcer ce processus, le premier ministre a déjà créé un groupe de travail composé de ministres importants et présidé par le vice-premier ministre.